

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 25/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXENS SA**

89 Bd Franklin Roosevelt  
BP 50802  
92500 BUZENVAL

Références :  
Code AIOT : 0006601577

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le respect des dispositions relatives aux émissions atmosphériques, notamment concernant le nouvel atelier CEVEN, l'atelier SPC et l'atelier ISABEL/OD2 ;
- la prévention de la pollution des eaux ainsi que la préservation de la ressource en eau, notamment au travers de l'application des mesures de gestion de la sécheresse ;
- suites de la visite du 22 octobre 2022 relative à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes (TAR).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection objet du présent rapport, les actions qui devaient être mises en œuvre à l'issue de l'inspection réalisée en 2022 sur les tours aéroréfrigérantes ont fait l'objet d'un suivi. Il a pu être constaté que les engagements de l'exploitant ont bien été respectés : les justificatifs sur les niveaux de performance de certains dévésiculeurs ont été présentés, les formations du personnel référent ont été réalisées et la stratégie de traitement a été mise à jour et complétée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Valeurs limites de rejet en azote total	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	14 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Émissions de NOx atelier SPC	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.6	/	Sans objet
2	Réduction poussières atelier SPC	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.6	/	Sans objet
3	Émissions de NOx de l'atelier ISABEL	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 2.2	/	Sans objet
4	Émissions atmosphériques de	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'atelier CEVEN	article 3.2.3		
5	Surveillance environnementale des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 11.2.1.2	/	Sans objet
7	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 2	/	Sans objet
8	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 3	/	Sans objet
9	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les mesures techniques pour atteindre les objectifs de réduction prescrits par ses arrêtés préfectoraux des émissions en oxydes d'azote (NOx) et poussières sur deux ateliers qui constituent des contributeurs importants à l'échelle de l'établissement sur ces polluants. Ces actions permettent d'observer le respect des valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté en concentration aux émissaires de ces ateliers et conduisent à une réduction globale des flux polluants en NOx et poussières dont le bilan doit être consolidé à l'échelle d'une année. L'inspection a également pu constater que la mise en service du nouvel atelier CEVEN au premier semestre, s'accompagne d'un respect des valeurs limites au rejet des effluents atmosphériques.

Les réductions de la consommation de l'eau dans le contexte de la sécheresse sont conformes aux exigences fixées par l'arrêté préfectoral du site. En particulier, une réduction de la consommation moyenne journalière de l'ordre de 30% a pu être constatée par rapport aux consommations moyennes hors période de sécheresse. Ces réductions sont liées à des actions techniques spécifiques mises en œuvre (recyclage) mais aussi à des arrêts de certaines productions en période de crise.

L'établissement connaît par ailleurs un dysfonctionnement dans le traitement de l'azote issu d'un effluent liquide provenant d'un atelier qui engendre un non-respect de la valeur limite d'émission en concentration en sortie de la station de traitement. L'exploitant a réalisé une étude technique pour déterminer les causes de ce dysfonctionnement et définir les actions correctives qu'il va mettre en œuvre pour le corriger. Cette non-conformité fait l'objet d'une mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Émissions de NOx atelier SPC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le 31 décembre 2021 l'exploitant met en œuvre une mesure technique de réduction des émissions de NOx et des émissions poussières de l'atelier SPC (exutoire n°7), afin que les émissions annuelles de NOx en provenance de cet atelier soient diminuées de 40 t/an à partir de 2022, par rapport à l'année de référence 2018 (50 tonnes)
<b>Constats :</b> L'émissaire de l'atelier SPC a été raccordé sur les traitements poussières et DéNOx de l'atelier CATA3/5 à la suite de l'arrêt de l'atelier CATA3 au premier trimestre de cette année. De manière spécifique ce traitement permet d'assurer un abattement d'environ 90 % des émissions de NOx de cet atelier (de l'ordre de 40 à 60 tonnes par an environ ces dernières années). Ainsi, ces actions ont permis de réduire les émissions de NOx au global et de cet émissaire en particulier. Les concentrations moyennes mensuelles présentées par l'exploitant apparaissent inférieures à 400 mg/Nm <sup>3</sup> et donc inférieures à la valeur limite d'émission fixée à 500 mg/Nm <sup>3</sup> . De manière plus fine les valeurs journalières sont respectées depuis la réalisation de cette opération à l'exception de deux dépassements ponctuels analysés par l'exploitant.
<b>Observations :</b> À l'occasion du bilan environnemental de l'année 2023, l'exploitant fournira un bilan du fonctionnement de ce traitement et des émissions de cet atelier afin de confirmer le niveau de réduction en NOx sur cet atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Réduction poussières atelier SPC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le 31 décembre 2021 l'exploitant met en œuvre une mesure technique de réduction des émissions de NOx et des émissions poussières de l'atelier SPC (exutoire n°7), afin que les émissions annuelles de poussières en provenance de cet atelier soient diminuées de 21 t/an à partir de 2022, par rapport à l'année de référence 2019 (23 tonnes).
<b>Constats :</b> L'émissaire 7 a été raccordé au traitement de poussière de l'atelier CATA 5 comme vu au point précédent. Sur l'émissaire 5, également émetteur de poussière sur cet atelier, un laveur venturi a été mis en place au premier trimestre 2023. Les concentrations au rejet présentées par l'exploitant le jour de la visite (rapport de contrôle des analyses réalisées par DEKRA, organisme COFRAC et daté du mois de juin) oscillent entre 0,5 mg/Nm <sup>3</sup> et 5,4 mg/Nm <sup>3</sup> pour des concentrations en entrée comprises entre 800 et 1400 mg/Nm <sup>3</sup> . La mise en place de ce traitement permet ainsi de réduire de manière significative les niveaux de poussières émises et de respecter la valeur limite de 10 mg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Observations :</b> À l'occasion du bilan environnemental de l'année 2023, l'exploitant fournira un bilan du fonctionnement de ce traitement et des émissions de cet atelier afin de confirmer le niveau de réduction en poussières sur cet atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Émissions de NOx de l'atelier ISABEL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> La société AXENS remet à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois une étude de faisabilité des pistes de réduction des émissions de NOx en provenance de l'atelier ISABEL. Les solutions techniques identifiées dans cette étude sont mises en œuvre dans un délai maximal de 18 mois.
<b>Constats :</b> Avant la mise en œuvre des mesures de réduction des émissions, les concentrations en NOx de cet atelier variaient entre 350 et 510 mg/ Nm <sup>3</sup> pour un flux de 39 t/an, ce qui en faisait un des principaux émetteurs en NOx du site et qui pouvait présenter des dépassements de la valeur limite d'émission (fixée à 500 mg/Nm <sup>3</sup> ). Le plan d'actions mis en œuvre pour réduire ces émissions a consisté à diriger ces effluents gazeux vers une colonne d'abattage à garnissage. Les travaux ont été achevés fin décembre 2022. Les résultats mesurés lors d'un contrôle réalisé par DEKRA ont été présentés. Les concentrations sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral. De manière globale, 13,5 t/an de réduction des émissions de NOx sont attendus sur cet émissaire, soit une baisse d'environ 33 % par rapport à la situation antérieure.
<b>Observations :</b> À l'occasion du bilan environnemental de l'année 2023, l'exploitant fournira un bilan du fonctionnement de ce traitement et des émissions de cet atelier afin de confirmer le niveau de réduction en NOx observé sur cet atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Émissions atmosphériques de l'atelier CEVEN

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux fixées dans les tableaux 2 de l'annexe 2.d (émissaires 109 et 110)
<b>Constats :</b> L'atelier CEVEN a été mis en service à partir du mois d'avril. Une mesure en continu est réalisée sur les NOx, NH3 et COV conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. L'analyseur installé répond bien au référentiel QAL1 pour l'ensemble des polluants suivis en continu à l'exception des COV. Les premiers résultats de cette surveillance ont été présentés. En moyenne les émissions en NOx présentent une concentration de l'ordre de 380 mg/Nm <sup>3</sup> , quelques dépassements ponctuels de la valeur limite journalière (500 mg/Nm <sup>3</sup> ) ont été observés moins de 10 % du temps sur le dernier trimestre. Ces dépassements ont tous été observés en juillet et aucun dépassement n'a été enregistré sur les mois d'août et septembre. Les valeurs en NH3 sont respectées (moyenne à 11 mg/Nm <sup>3</sup> vs une valeur limite à 50 mg/Nm <sup>3</sup> , sans dépassement ponctuel). Les valeurs en COV mesurées, lors des campagnes de production émettrices, respectent également la valeur limite. 5 contrôles ponctuels sont prévus cette année dans le cadre du démarrage de l'atelier sur tous les

paramètres.
<b>Observations :</b> <p>À l'occasion du bilan environnemental de l'année 2023, l'exploitant fournira un bilan complet et commenté des niveaux d'émission de cet atelier.</p> <p>En outre l'exploitant justifiera la représentativité des analyses menées en continu sur les COV en l'absence de certification QAL1 de l'analyseur sur ce paramètre. L'exploitant précisera dans ce cadre les modalités mises en œuvre pour assurer l'équivalence d'exploitation et de vérification de cet analyseur par rapport aux référentiels d'assurance qualité QAL en matière de COV.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance environnementale des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 11.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La liste des polluants visés par cette surveillance environnementale est, au minimum, la suivante : nickel. La surveillance de ces substances est mise en œuvre sous 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté.Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DR-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans Pair autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé. La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation et d'ingestion (air extérieur, matrices alimentaires, sols, etc.) faisant l'objet de valeurs de gestion publique (valeur réglementaire air extérieur, objectif de qualité air extérieur, valeur réglementaire communautaire en vue de la commercialisation des denrées alimentaires, etc.).</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis la signature de l'arrêté, l'exploitant a réalisé 5 campagnes de surveillance environnementale. La dernière (rapport APAVE daté du 18 octobre 2023 pour des prélèvements réalisés en mai 2023) intégrant le démarrage de l'atelier CEVEN a été présenté. Ces campagnes portent sur la surveillance des paramètres suivants : nickel, molybdène et cobalt. Dans ce cadre la surveillance porte sur les matrices air, végétaux et sols.</p> <p>Les résultats de cette campagne ne montrent pas d'évolution des niveaux mesurés par rapport à ceux observés avant le démarrage de cet atelier dans les différentes matrices. En outre les valeurs guides retenues ne sont pas dépassées et les niveaux observés sont cohérents avec ceux relevés au niveau des points de référence en dehors de la zone d'influence des retombées de l'établissement.</p> <p>Une campagne a également été réalisée cet automne sur le début du mois d'octobre dont les résultats sont attendus.</p>
<b>Observations :</b> <p>L'exploitant fournira un bilan commenté de ces campagnes de surveillance à la fin de l'année 2023. L'inspection demande à l'exploitant de renouveler ces campagnes en 2024 afin d'avoir un recul plus important sur le fonctionnement de l'atelier CEVEN. Selon les résultats enregistrés, un espacement des campagnes pourra alors être envisagé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Valeurs limites de rejet en azote total

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant respecte, avant rejet des eaux résiduelles dans les installations du GIE Chimie, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. N total : concentration moyenne mensuelle inférieure ou égale à 50 mg/l, flux maximal journalier inférieur à 50 kg/j
<b>Constats :</b> L'inspection constate une non-conformité chronique sur le niveau de concentration en azote global des rejets en sortie de la station de traitement depuis le début de l'année. Ce dépassement, inférieur à deux fois la valeur limite (50 mg/l en moyenne mensuelle), est lié à la nature des effluents issus de l'atelier OD2 qui contiennent un tensioactif indispensable au procédé. Cet effluent nécessite un prétraitement pour ne pas dégrader les bactéries de la station biologique. Ce prétraitement est réalisé par ozonation. Néanmoins en début d'année 2023, et malgré ce prétraitement, la station biologique s'est trouvée dégradée. Cet événement, déclaré par l'exploitant, est lié à la variabilité de l'effluent à traiter provoquant des trous de rendement sur le traitement par ozonation. Le dimensionnement de la colonne d'ozonation apparaît donc insuffisant et environ 30 % du flux ne peut pas être correctement traité. Cette situation explique les dépassements observés. Malgré ce dépassement en sortie du traitement d'Axens, il convient de relever que le rejet global de la plateforme chimique au milieu naturel reste conforme sur le paramètre azote global. L'exploitant a donc engagé un plan d'actions pour permettre de traiter l'ensemble du flux. Les actions principales envisagées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- catalyser l'oxydation de l'effluent ce qui doit permettre d'assurer un traitement suffisant avec les installations actuelles selon les essais pilote conduits ;</li><li>- augmentation de la capacité d'aération de la STEP biologique avec l'ajout d'un aérateur ;</li><li>- travailler avec une plage pH plus basse.</li></ul> Ce plan d'actions va s'étaler sur la fin de l'année de 2023 et sur l'année 2024 au regard des études et pilotes préalables à réaliser et des dispositifs techniques à mettre en œuvre à la suite, ce qui ne va pas permettre de retrouver la conformité à court terme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 14 mois

## N° 7 : Prélèvements d'eau autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'alimentation en eau pour les activités du site est suivie par quatre points d'entrée munis chacun d'un compteur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-eau déminéralisée,</li> <li>-eau potable industrielle,</li> <li>-eau potable industrielle CEVEN,</li> <li>-eau déminéralisée CEVEN.</li> </ul> <p>Les débits de prélèvements étant supérieurs à 100 m<sup>3</sup>/j, les relevés des compteurs sont journaliers et reportés dans un tableau mis à disposition le jour de l'inspection ainsi qu'envoyé chaque semaine à l'inspecteur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Prélèvements d'eau autorisés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la zone 5 « Cèze amont de sa source à sa confluence avec la Claysse (Ruisseau de la Claysse inclus) ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection, le site est concerné par une alerte renforcée.</p> <p>L'exploitant indique mettre en œuvre l'ensemble des actions prévues lorsque les différents niveaux sont déclenchés. Il présente à cet effet la procédure des actions en fonction des niveaux de gestion de la sécheresse. Ces actions sont cohérentes avec celles spécifiées dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lors du passage d'un seuil à un autre, l'exploitant communique à son personnel l'information du passage de seuil et la fiche réflexe du site (consultée lors de l'inspection). Ce document est envoyé par mail aux salariés et également affiché dans les zones d'ateliers afin d'informer sur le niveau d'alerte et les exigences de limitation de l'usage de l'eau.</p> <p>Afin de maintenir ses efforts, l'exploitant indique avoir fermé le site pendant deux semaines durant la saison estivale 2023, et stopper l'activité d'un atelier lors d'un épisode de crise.</p> <p>Pendant l'inspection, l'analyse des consommations d'eau montre que l'économie moyenne réalisée lors des épisodes de mise en œuvre des mesures de gestion de la sécheresse est d'environ 180 m<sup>3</sup>/j par rapport aux périodes normales, soit une réduction moyenne des consommations de l'ordre de 30%.</p> <p>La réduction de la consommation est conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral du 1er juin 2023, en situation d'alerte renforcée le jour de la visite, mais aussi lorsque le bassin versant était en situation de crise.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal de dix jours, hors période estivale d'arrêt pour travaux, un document spécifique « sécheresse » comportant : les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ; les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...) les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ; le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure. Ce document est ensuite mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées hebdomadairement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet à fréquence hebdomadaire, le bilan des actions de réduction de la consommation d'eau, les volumes prélevés et le prévisionnel.</p> <p>Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée le 05/10/2023, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection ledit document en date du 09/10/2023. Au jour de l'inspection, le 24/10/2023, le dernier document reçu datait du 23/10/2023. Ce document respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 01/06/2023.</p> <p>L'exploitant a fait le point sur son plan d'actions de réduction de consommation d'eau et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des essais sont en cours pour recycler davantage d'eau grâce à un système d'osmose inverse en sortie de la station de traitement PRESTO. Lors des essais environ 35 m<sup>3</sup>/j ont pu être réutilisés ,</li> <li>-une étude technico-économique est en cours pour recycler les eaux de stripping au niveau du laveur de gaz OD2 qui pourrait représenter une économie d'environ 80 m<sup>3</sup>/j ,</li> <li>-la substitution des TAR pour des groupes froids est envisagée (gain possible d'environ 20 m<sup>3</sup>/j),</li> <li>-la mise en place de compteurs additionnels est en cours de réflexion pour l'année 2024.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite